

nourrir les animaux sur la ferme. Si l'embargo avec les Etats-Unis peut être levé au cours du printemps prochain, le marché sera beaucoup plus stable et l'agriculteur pourra probablement obtenir de meilleurs prix.

Si on se défait présentement de tout son bétail, une fois l'embargo levé, il y aura rareté de viande; le consommateur en souffrira et le producteur n'en retirera aucun bénéfice. C'est là un danger contre lequel il faut mettre en garde les cultivateurs qui seraient tentés de vendre leurs animaux présentement.

Une des grandes réalisations du Gouvernement libéral a été sa politique de sécurité sociale, commencée dès 1927 avec la pension de vieillesse. Aujourd'hui, à la pension aux vieillards, s'ajoute la pension aux aveugles, aux vétérans, les allocations familiales, l'assurance-chômage, etc. Tout cela en vue de prévenir, si possible, des crises de dépression économique comme celle qui a débuté en 1929.

Je suis heureux de dire que dans la façon de répartir les taxes pour payer cette sécurité sociale, notre système canadien semble être à la fois le plus simple et le plus efficace qui existe au monde. En effet, pour organiser cette sécurité sociale, je trouve et c'est un point de vue personnel que notre manière de percevoir des fonds afin de défrayer toutes ces allocations, est le moyen le plus pratique, le moins coûteux, et surtout celui qui donne le plus d'efficacité.

En certains pays, pour défrayer ces pensions, c'est le patron et l'employé qui contribuent, et la cotisation n'est pas la même partout. Tout dépend de la région où l'on se trouve et de maintes autres considérations. Alors, quand le travail dans telle industrie ne marche pas bien, les perceptions sont moins fortes, et cela amène des complications. Or, chez nous, il en va autrement. Parce que tous les citoyens contribuent à la prospérité du pays, je trouve qu'il est juste et équitable que tous contribuent aussi à la sécurité économique de ceux qui ont droit à ces prestations.

En certains milieux, on a critiqué le Gouvernement d'accorder \$40 mensuellement à tout citoyen ayant atteint 70 ans, au pauvre comme au riche indistinctement. N'est-ce pas le moyen le plus juste qui soit? En effet, dans le passé, lorsque cette pension n'était appliquée qu'aux nécessiteux, un grand nombre de gens devenaient subitement nécessiteux, nécessiteux d'occasion, et retiraient ainsi des montants auxquels, strictement parlant, ils n'avaient pas droit. En plus, cette pension étant accordée à tous ceux qui ont atteint 70 ans, que de fausses déclarations sont évitées! D'ailleurs, c'est équitable, car celui qui a un revenu suffisant, et n'a pas besoin de cette pension pour vivre, la remet par le

système de taxation en jeu; de cette façon, c'est partout la pratique de la justice et de l'équité.

Il est futile de croire que ces simples lois vont résoudre tous les problèmes économiques et sociaux de la nation. Non, la grande loi de sécurité a toujours été, sera toujours la loi du travail et, ajoutons-le, de l'épargne. Si nous oublions ces deux grands principes du travail et de l'épargne, nous arriverons au même effondrement qui, avant nous, a frappé bien des peuples qui ont méconnu ces deux lois fondamentales.

Les principes de ces lois de sécurité sociale ne sont pas nouveaux, ils existent depuis des centaines et même des milliers d'années. Ces lois existaient au temps de l'Empire romain. A un moment donné, les Romains étaient tellement prospères qu'ils crurent n'avoir plus besoin de travailler. "A quoi bon, disaient-ils, travailler, tous ces peuples que nous avons asservis nous paient tribut; nous n'avons plus rien à faire si ce n'est que manger et nous amuser". Et à César, ils réclamaient du pain et des jeux—PANEM ET CIRCENSES—. Pas de travail, pas d'épargne, pas de prévoyance pour l'avenir. Ce fut le commencement de la décadence. Cent cinquante ans plus tard, l'Empire romain croulait et jamais plus il ne s'est relevé. Le malheur des Romains, c'est qu'ils avaient rayé la loi du travail et de la prévoyance. "Vous gagnerez votre pain à la sueur de votre front": telle a été la sentence de Dieu, après la désobéissance de nos premiers parents.

Cette sécurité dite sociale, payée à chacun et exclusivement dirigée et fournie par l'État, avait enlevé chez les Romains tout esprit d'initiative; la sécurité sociale, que l'on croyait parfaite, avait engendré l'insécurité totale. La raison de cette déchéance, de cette décadence, c'est que l'État s'était substitué à la famille; la famille détruite, la nation ne peut plus vivre. La famille, cellule maîtresse, fondamentale de la nation, ne doit pas disparaître, au contraire il faut tout faire pour la maintenir, sans quoi c'est la ruine de la nation.

L'expérience du passé nous servira-t-elle de leçon pour l'avenir? Et cette leçon, aurons-nous le courage de l'apprendre et de la mettre en pratique?

La sécurité sociale basée uniquement sur la sécurité économique et matérielle ne peut suffire; à la sécurité matérielle, il faut ajouter la sécurité morale, basée sur la charité et l'amour.

La sécurité morale empêchera la sécurité sociale matérielle d'être un ferment de mort pour l'humanité. Il est nécessaire pour les peuples occidentaux, s'ils ne veulent pas subir le sort des Romains, de vivifier, de spiritualiser et de moraliser leurs lois; si l'on